



Compte rendu du débat public sur le logement

06.02.2013, Salle communale du Petit-Lancy
Petit-Lancy

Est-ce la thématique aiguë du logement qui a attiré le public nombreux mercredi au Petit-Lancy ? Devant une centaine de personnes, les quatre candidats à la candidature ont exprimé leurs solutions pour lutter contre les loyers abusifs et le manque criant d'appartements.

Thierry Apothéloz, Roger Deneys, Anne Emery-Torracinta, Sandrine Salerno, les quatre candidats à la candidature étaient présents. Mais peut-on encore parler de candidats à la candidature ? Le Président Romain de Sainte-Marie a en effet expliqué au public que le Comité directeur donnait comme préavis de partir à quatre aux élections Conseil d'Etat. Décision qui doit encore être prise par le Congrès du PS genevois. « Il faut présenter un parti uni. Les apparentements avec les autres partis de gauche se feront pour les listes pour le Grand Conseil. » Et d'insister sur la complémentarité des quatre personnalités pour expliquer ce choix, ainsi que sur le nouveau mode de scrutin induit par la Constitution.

Ce troisième débat public a montré cette complémentarité. Loyers démesurés, pénurie de logements, politique d'acquisition, ont été développés durant la discussion. Le chef de groupe de la députation, Roger Deneys, a lancé l'une des idées fortes du programme : « Le sol doit appartenir à la collectivité, et non à des privés. Le territoire est un bien collectif, qui ne devrait pas être l'objet de spéculation. » Car, que ce soit grâce aux témoignages du public ou des problématiques soulevée, la cherté des loyers a évidemment occupé une grande part des prises de parole. « Avoir un toit fait partie des droits fondamentaux, a rappelé la Présidente de la commission des finances Anne Emery-Torracinta. Il ne faut pas perdre cela de vue. Cela fait partie des besoins les plus essentiels. » Ces intentions affirmées, comment faire pour que cela ne reste pas des vœux pieux inscrits sur un programme ?

« Il faut absolument renforcer le contrôle du marché, détaille la Conseillère administrative Sandrine Salerno. Actuellement, les propriétaires et régisseurs font ce qu'ils veulent. Et ceci sans que personne n'ose se plaindre. Le Parti socialiste propose de créer un office de surveillance qui permette à chacun d'évaluer si ce qu'il paie correspond à l'appartement qu'il occupe. » Un constat que partage Thierry Apothéloz qui souhaite une politique facilitatrice des échanges d'appartements : « Il faut des logements adaptés : ainsi un couple qui reste dans le même appartement où ils ont élevé leurs enfants prive en quelque sorte une famille d'un logement adéquat. Pourquoi ne pas leur proposer un bien plus adapté à un couple, en garantissant qu'ils ne paieront pas plus chers ? » Et de souligner la politique extrêmement dure des régies qui, après quelques jours de retard seulement, entament des procédures d'expulsion. « Canton et communes doivent soutenir ces gens pour qu'ils ne soient pas expulsés. »

Et la cherté des loyers serait évidemment moindre si on construisait : « Le territoire est exigu, il faut faire avec cette réalité. Mais non seulement on produit peu, mais en plus on construit pour les riches. L'Etat doit se porter acquéreur de terrains et construire des objets accessibles à toutes les catégories de la population. Et s'assurer que toutes les communes jouent le jeu, que ce soit au niveau de la densité par exemple. » Une politique offensive que partage Roger Deneys : « Soutenir les coopératives est un acte concret : je sais de quoi je parle, j'y habite. Et que l'Etat soit propriétaire garantit la mixité sociale, qui tend à disparaître. »

Le Parti assume parfaitement son opposition avec les milieux immobiliers.

Les applaudissements nourris du public ont montré que les militants sont sur la même longueur d'ondes.

